



NET ZERO INDUSTRY ACT OBJECTIFS CLIMAT 2040

100 % libres
...100 % vous !

La fin du tabou nucléaire consacre le retour à la raison énergétique à Bruxelles

Alors que la Commission européenne vient d'annoncer sa nouvelle ambition climatique d'une réduction de 90 % des émissions de CO₂ à l'horizon 2040 par rapport au niveau de 1990, son vice-président Maroš Šefčovič défend le retour du pragmatisme, et le refus du dogmatisme, en matière énergétique. Lors du forum de la Banque Européenne d'Investissement, qui s'interdisait jusqu'à présent tout financement de projet nucléaire, il a appelé au respect de la neutralité technologique, considérant que l'Europe devait « *accepter et promouvoir* » toutes les technologies bas carbone.

Pour la CFE Énergies qui tient cette position depuis de nombreuses années, ce revirement idéologique qui abandonne la sémantique verte pour un pragmatisme bas carbone plus en lien avec la réalité scientifique et technique, est un vrai motif de satisfaction. Il restera à le traduire dans les faits et dans la durée.

Dans le même temps, la Commission qui, il y a encore quelques mois, refusait de reconnaître l'énergie nucléaire comme technologie stratégique, au mépris de l'esprit et de la lettre du Traité Euratom, vient d'officialiser le caractère stratégique du nucléaire pour la décarbonation de l'Europe en l'incluant dans le Net Zero Industry Act (NZIA). Cette inclusion ouvre enfin la voie au bénéfice des dispositions du NZIA pour les technologies nucléaires, actuelles et futures.

Au moment où la compétition fait rage avec les États-Unis et la Chine sur l'ensemble des technologies de la transition énergétique, il s'agit là d'une évolution salubre qui met fin au tabou nucléaire qui régnait jusqu'à présent à Bruxelles sous l'impulsion de quelques pays européens farouchement anti-nucléaires.

Après avoir mené en 2021 la bataille de l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie européenne, la CFE Énergies y voit une prise de conscience des dirigeants européens que la transition énergétique ne sera efficace et juste que si elle repose sur le pragmatisme bas carbone et l'impératif industriel.

Parce que l'Union Européenne (UE) dispose avec le nucléaire d'un véritable écosystème industriel souverain sur l'ensemble de la chaîne de valeur, il eût été suicidaire de s'en priver pour réussir une décarbonation qui combine compétitivité et création d'emplois industriels durables et qualifiés dans l'UE. Et au moment où la Chine écrase le marché mondial du solaire et détient la quasi-totalité du marché mondial des métaux rares nécessaires à la transition énergétique, l'UE doit faire reposer sa décarbonation sur sa base industrielle si elle souhaite que ses choix énergétiques servent les emplois industriels des citoyens européens et soient réellement souverains.

Indice supplémentaire de ce revirement idéologique salubre, la Commission vient d'annoncer le lancement d'une alliance industrielle pour les petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR) qui vise à accélérer le déploiement des premiers SMR tout en le faisant reposer sur une base technologique et industrielle européenne.

Alors que la diplomatie énergétique des États-Unis vise à promouvoir les SMR américains dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est, la CFE Énergies considère que cette alliance européenne des SMR est essentielle à l'impératif de souveraineté énergétique et industrielle de l'Union Européenne, et que la question de l'accès aux financements européens, notamment pour les technologies nucléaires de forte puissance, doit être rapidement résolue.

Ces très récentes évolutions qui vont indéniablement dans le bon sens, doivent impérativement s'inscrire dans la durée, ce d'autant plus que le secteur énergétique est une industrie du temps long et fortement capitalistique. La CFE Énergies compte donc poursuivre son action en faveur du pragmatisme industriel, énergétique et climatique dans le cadre des prochaines élections européennes.